

Observations d'Altice France

Consultation publique de l'ARCEP sur le projet de décision d'analyse du marché 2 de fourniture en gros d'accès de haute qualité

Du 20 février au 3 avril 2023

Question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché pertinent de fourniture en gros d'accès de haute qualité ?

Au terme de son analyse prospective, l'ARCEP retient la même définition de marché en termes de produits et services et la même délimitation géographique (nationale) que dans sa décision d'analyse de marché n°2020-1448.

Altice France partage l'analyse prospective de l'ARCEP pour le prochain cycle d'une durée de cinq ans, compte tenu de la nécessité d'un cadre réglementaire pour les acteurs du marché et dans un contexte d'évolution des déploiements des réseaux FttH et de la migration des clients du cuivre vers la fibre.

Question 2. Avez-vous des observations sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de fourniture en gros d'accès de haute qualité ?

Au terme de son analyse prospective, l'ARCEP estime qu'Orange exerce une influence significative sur ce marché.

Comme le souligne l'ARCEP, les infrastructures d'Orange sont utilisées pour construire 70% à 75% du marché de détail des accès de haute qualité sur le segment cuivre et 35% à 40% du marché de détail des accès de haute qualité sur le segment optique.

La part de marché en volume d'Orange sur le marché de gros des accès activés de haute qualité est restée stable depuis le précédent cycle d'analyse de marché et se situe toujours entre 55% et 60% fin 2021. Ainsi, la progression des accès activés de haute qualité sur les réseaux FttH n'a pas pour autant permis aux autres opérateurs de remettre en cause la position d'Orange sur le marché des accès activés de haute qualité.

Ces constats témoignent des difficultés persistantes au développement de la concurrence sur le marché des offres activées, notamment en raison des avantages d'Orange en tant qu'opérateur historique et de l'obstruction constante d'Orange, qui n'a jamais permis aux opérateurs dégroupés de bénéficier d'une offre de dégroupage Entreprises efficace.

Question 3. Quelles observations avez-vous à formuler sur la suppression de cette obligation et sur le délai envisagé pour son entrée en vigueur ?

Altice France ne partage pas l'analyse de l'ARCEP qui la conduit à considérer qu'elle pourrait supprimer l'obligation pour Orange de maintenir les offres de gros de raccordement des stations de base des opérateurs mobiles. En effet, les offres LPT « réseau » et « Aircom/CEM » nécessitent un traitement réglementaire différent : s'il peut être envisagé de ne plus réguler l'offre LPT « réseau » à compter du 31 décembre 2024, il n'en est pas de même pour l'offre « Aircom/CEM ».

L'offre LPT « réseau » s'appuie sur la technologie SDH qui n'est plus performante, caractérisée par une qualité de service en constante dégradation et produite sur des équipements que l'ensemble des opérateurs démontent, ce qui réduit les économies d'échelle.

Orange devrait avoir l'obligation de fermer cette offre LPT au 31 décembre 2024 et de proposer le même dispositif d'accompagnement que sur l'ATM qu'elle a fermé précédemment.

En revanche, l'offre « Aircom/CEM » s'appuie sur la technologie Ethernet, solution de niveau 2 parfaitement pérenne, dont la qualité de service se maintient et est produite avec des équipements mutualisés avec d'autres offres, ce qui permet des économies d'échelle. SFR continue de commander chaque année de nouvelles liaisons « Aircom/CEM » et son parc de plusieurs centaines de liaisons joue un rôle qui demeure important dans la fourniture de la couverture mobile. Cette offre reste la meilleure solution pour raccorder certaines antennes mobiles. Pour chacun de ces raccordements en utilisant l'offre « Aircom/CEM », SFR a été contrainte de payer des frais d'adduction spécifiques sur devis à Orange, souvent de plus de 50K€ par accès, entraînant une forme de « verrouillage » par les coûts. Dans ce contexte, il est nécessaire de ne pas autoriser Orange à augmenter les prix d'abonnement de cette offre.

Par ailleurs, SFR rappelle que les solutions présentées comme des alternatives, Bram FTTH et Bram FTTE, ne sont actuellement que théoriques. En effet, d'une part les systèmes de production ne sont pas pertinents et efficaces (délai de plus d'un an, incertitude de faisabilité, pas d'autorisation...) et d'autre part lorsqu'un opérateur n'a pas raccordé le NRO via son propre réseau de fibre optique mais via la collecte activée, il n'existe aucune solution effective pour remonter le trafic des antennes mobiles jusqu'au cœur de réseau (sauf sur les RIP TDF).

En conséquence, il ne faut pas supprimer les obligations réglementaires d'Orange sur cette offre « Aircom/CEM ».

Question 4. Que pensez-vous du dispositif relatif aux mailles de fermeture proposé ? Quelle est votre position concernant un découpage adapté au traitement des communes les plus peuplées ? Faudrait-il selon vous prévoir une maille de fermeture infra communale et, le cas échéant, laquelle et pour quelle raison ?

Altice France renvoie l'ARCEP sa réponse à la question 6 du projet de décision d'analyse du marché 1.

Question 5. Pour permettre le recours à un délai de prévenance réduit à 18 mois entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture commerciale effective, l'Arcep souhaiterait retenir des critères relatifs à des taux minimaux de déploiement FttH, de mutualisation à la maille des PM concernés et de migration des abonnés des réseaux cuivre vers les réseaux FttH. Ces critères vous apparaissent-ils pertinents ? Quelle devrait être la valeur des taux retenus ? D'autres critères doivent-ils être envisagés notamment pour rendre compte des enjeux spécifiques au marché entreprises, ou la spécificité de certains territoires (par exemple la présence de NRA-ZO ou de NRA-MED) ?

Altice France renvoie l'ARCEP sa réponse à la question 7 du projet de décision d'analyse du marché 1.

Question 6. Que pensez-vous des dispositions envisagées visant à adapter le critère de l'actuel cycle s'agissant de la couverture préalable de la totalité des locaux en FttH, en particulier pour le traitement

des refus tiers, des locaux « raccordables sur demande » des locaux « raccordables sur demande à tarif spécifique » et des locaux non raccordés au réseau cuivre ou ne disposant pas lignes cuivre actives depuis plus de 24 mois ?

Altice France renvoie l'ARCEP sa réponse à la question 9 du projet de décision d'analyse du marché 1.

Question 7. Que pensez-vous des mécanismes de contrôle de la mise en œuvre des critères préalables à la fermeture de la boucle locale cuivre envisagés ? Estimez-vous que d'autres mécanismes de contrôle devraient être mis en place ? Si oui, lesquels ?

Altice France renvoie l'ARCEP sa réponse à la question 10 du projet de décision d'analyse du marché 1.

Question 8. Que pensez-vous du principe d'un encadrement du ou des délais de prévenance en fonction des éventuelles hausses introduites par Orange pour la ZC1 d'une part, et pour les NRA de la ZC3 où l'obligation d'orientation vers les coûts serait levée d'autre part ? Quel serait selon vous le mécanisme idoine qui devrait être retenu par l'Autorité ? Pour quelles raisons ?

Altice France partage l'analyse de l'ARCEP sur la nécessité d'avoir une prévisibilité importante des tarifs et cela d'autant plus lorsque la hausse tarifaire est importante.

Le besoin de prévisibilité porte également sur la qualité de service et sur la durée de vie des offres. A titre d'illustration, la DGAC a renouvelé à l'été 2021 un appel d'offre de services pouvant être fournis à partir de LPT 2M. Avant de répondre à cet appel d'offre, Altice France a pris attache avec Orange pour savoir s'il confirmait d'une part que la qualité de service allait s'améliorer et d'autre part si le service LPT serait bien maintenu. Orange a refusé de faire une réponse écrite mais a confirmé oralement sa confiance sur la qualité de service, sans jamais évoquer de hausse tarifaire. Cependant, deux ans plus tard, Orange a procédé à une hausse tarifaire de plus de 50% et la GTR n'a jamais été aussi mauvaise, ce qui pose un double problème, dans la mesure où Altice France ne peut pas répercuter cette hausse tarifaire et se trouve redevable de pénalités financières pour cause de défaut de qualité de service.

Altice France préconise, comme dans le cadre de la fermeture du cuivre, de négocier en 2023 avec Orange, sous l'égide de l'ARCEP, un contrat de service avec d'une part, une prévisibilité sur la date de fermeture des offres sur technologies en fin de vie et d'autre part, une planification des évolutions tarifaires, ainsi que la fixation d'objectifs de performance en matière de qualité de service avec des pénalités financières beaucoup incitatives qu'aujourd'hui.

Une telle solution concertée permettrait également à Orange de pouvoir planifier la fermeture des différentes technologies sans devoir supporter des coûts supplémentaires parce qu'un opérateur ne serait pas en mesure de procéder aux dernières migrations de ses clients.

Sans cet accord d'encadrement des tarifs et des services de manière pluriannuelle, il y a un risque trop important pour les opérateurs tiers de voir Orange abuser de sa liberté d'action alors même qu'Orange restera un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché pour le prochain cycle de régulation.

Un encadrement complémentaire du ou des délais de prévenance en fonction des éventuelles hausses tarifaires introduites par Orange est indispensable en ZC1 mais aussi en ZC3, que l'obligation

d'orientation des tarifs vers les coûts soit ou non levée dans cette zone, au vu des précédents en la matière.

En effet, l'ARCEP rappelle à juste titre que lors du 6^{ème} cycle de régulation 2020-2023, dans un contexte similaire de fermeture du réseau ATM, Orange a fait évoluer les tarifs DSLE en ZC1 « entraînant une augmentation en moyenne supérieure à 50% des tarifs facturés par Orange aux opérateurs dans cette zone. » Plus récemment, Orange a annoncé une évolution au 1er juin 2023 des tarifs LPT qui devrait entraîner pour SFR une augmentation des coûts de l'ordre de 45%.

Question 9. Avez-vous des observations sur l'ajout d'un nombre d'occurrences minimum par groupe de produits conditionnant l'application des seuils pour la production sur support cuivre xDSL d'une part et pour les signalisations SAV sur support cuivre xDSL d'autre part ? S'agissant de la production d'accès sur support cuivre, avez-vous des remarques sur le seuil minimum de 100 occurrences par trimestre en dessous duquel les seuils de qualité de service ne sont pas applicables ? S'agissant des signalisations SAV, avez-vous une suggestion à faire pour déterminer le nombre d'occurrences minimum en dessous duquel les seuils de qualité de service ne sont pas applicables ? Que pensez-vous de l'utilisation du nombre de 100 occurrences par trimestre ?

Altice France est totalement opposée à l'application de seuils d'occurrences pour la production des accès sur support cuivre xDSL et pour les signalisations SAV, qui serait contraire au principe de prévisibilité en matière de qualité de service.

Question 10. Que pensez-vous de l'évolution envisagée de suppression de l'obligation d'orientation coût pour les zones arrière de NRA situés dans une zone fermée commercialement ?

Altice France est opposée à la levée de l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts pour les NRA dont les zones arrière sont situées dans leur ensemble dans une zone fermée commercialement.

Il n'est pas acceptable de lever l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts sur une zone ou une adresse fermée commercialement, dans la mesure où il existe la possibilité d'une dérogation à la fermeture commerciale à l'adresse pour les clients entreprises. La levée de l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts présente un risque majeur d'augmentation tarifaire pour les clients concernés. Par ailleurs, l'existence de solutions fibre alternatives au cuivre est une condition nécessaire mais non suffisante à la migration. Les différents freins à la migration peuvent nécessiter des délais particulièrement longs et non maîtrisables par les opérateurs, avant qu'un client accepte de basculer sur la fibre optique.

Il ne serait donc pas proportionné d'accorder à Orange la liberté tarifaire sur une zone fermée commercialement. En revanche, Orange devrait être contraint de signer un accord pluriannuel qui encadre les tarifs de gros jusqu'à la fermeture du cuivre.

Par ailleurs, il convient de modifier la référence de coût utilisée par l'ARCEP en ZC3. En effet, pour les offres de gros activées spécifiques entreprises, Orange devrait être soumis à une obligation d'orientation des tarifs vers les coûts reposant sur la même méthodologie que celle utilisée par l'ARCEP pour les offres de dégroupage et de bitstream cuivre et précisée dans sa décision n°2020-1493 sur l'encadrement tarifaire du dégroupage et des offres d'accès activé (bitstream). En effet, dans cette décision, l'ARCEP souligne que « la comptabilité réglementaire descendante, quoique fiabilisée par une longue pratique, conduit à des variations très significatives du signal de coûts de la boucle locale en

cuivre du fait du vidage du réseau au profit du FttH et ne permet ainsi plus d'offrir une référence de coûts stable et la prévisibilité nécessaire ».

Dans ce même contexte, l'ARCEP doit se fonder sur les coûts de la boucle locale optique mutualisée (BLOM) estimés par le biais d'une modélisation ascendante, afin de répondre aux besoins de prévisibilité pour les acteurs et de stabilité sur le niveau tarifaire des offres de haute qualité du marché 2, comme pour le dégroupage (marché 1) et pour les offres d'accès activé (marché 3b).

Orange a pendant longtemps bénéficié d'un « effet baignoire » qui lui permet de supporter et financer les coûts de la fin d'une technologie. Ensuite, Orange a toujours les moyens de planifier et d'organiser la fin de chacune des technologies et de le faire suivant une démarche organisée lui permettant de maîtriser les coûts associés. Si Orange n'a pas planifié plus précisément ses fermetures de technologies, c'est parce que les conditions économiques que l'ARCEP lui propose sont plus favorables.

Le principe d'orientation vers les coûts tel que proposé par l'ARCEP ne prend pas en compte les marges importantes réalisées par Orange pendant des années et les possibilités d'optimisation.

Question 11. Avez-vous des observations à formuler sur l'ajout du critère de non-régression ZF2-A vers ZF2-B ?

SFR est favorable au maintien des obligations imposées par Orange en matière de contrôle tarifaire et notamment à l'ajout du critère de non-régression ZF2-A vers ZF2-B.

Question 12. Quelles observations avez-vous à formuler sur cette partie 4 ?

L'ARCEP devra veiller à une cohérence d'ensemble des tarifs des offres d'accès et s'assurer notamment que les augmentations tarifaires des accès passifs sont répercutées dans les tarifs des accès activés.